

Rapport financier 2013

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Lambton

Code géographique : 30095

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Marie-Soleil Gilbert, atteste la véracité du rapport financier

de Lambton pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.
(Nom de l'organisme)

Date 2014-05-12 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Municipalité de Lambton, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Lambton au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Lambton inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S15, S16, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

NOM DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
(Signature) _____

NOM DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
Blanchette Vachon, s.e.n.c.r.l.,
Comptable professionnel agréé auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A128201

Saint-Georges

DATE 2014-05-12

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013		Réalizations 2013		Total	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	2 894 584	2 882 591		2 882 591	2 779 987	
Compensations tenant lieu de taxes	2	31 267	39 941		39 941	38 938	
Quotes-parts	3						
Transferts	4	387 935	561 636		561 636	569 913	
Services rendus	5	325 110	300 717		300 717	308 620	
Imposition de droits	6	66 000	110 010		110 010	95 095	
Amendes et pénalités	7	17 000				205	
Intérêts	8		24 577		24 577	25 559	
Autres revenus	9		19 870		19 870	9 408	
	10	3 721 896	3 939 342		3 939 342	3 827 725	
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13		747 053		747 053	40 000	
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15					25 429	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17		747 053		747 053	65 429	
	18	3 721 896	4 686 395		4 686 395	3 893 154	
Charges							
Administration générale	19	555 235	537 779	21 195	558 974	557 074	
Sécurité publique	20	371 480	404 669	32 140	436 809	377 968	
Transport	21	779 937	758 794	145 420	904 214	889 316	
Hygiène du milieu	22	607 916	477 116	330 727	807 843	890 670	
Santé et bien-être	23	5 000	8 328		8 328	2 804	
Aménagement, urbanisme et développement	24	207 513	177 954		177 954	170 968	
Loisirs et culture	25	371 178	359 716	122 540	482 256	506 621	
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	236 856	156 280		156 280	160 220	
Amortissement des immobilisations	28		652 022	(652 022)			
	29	3 135 115	3 532 658		3 532 658	3 555 641	
Excédent (déficit) de l'exercice	30	586 781	1 153 737		1 153 737	337 513	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	586 781	1 153 737	337 513
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	( 747 053 ) (	) ( 65 429)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	586 781	406 684	272 084
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		652 022	626 822
Produit de cession	5		53 233	
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		705 255	626 822
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	461 147 ) (	454 952 ) (	320 180)
	18	(461 147)	(454 952)	(320 180)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	125 634 ) (	106 381 ) (	58 098)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			(138 788)
Excédent de fonctionnement affecté	21			
Réserves financières et fonds réservés	22		7 105	(35 228)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(31 402)	(185 521)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(125 634)	(130 678)	(417 635)
	26	(586 781)	119 625	(110 993)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		526 309	161 091

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		747 053	65 429
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	25 320 ) (	22 344 ) (	7 652)
Sécurité publique	3 (	36 000 ) (	2 640) ()
Transport	4 (	12 000 ) (	672 773 ) (	60 830)
Hygiène du milieu	5 (	)	29 183 ) (	38 399)
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	22 000) ())
Loisirs et culture	8 (	30 314 ) (	157 994 ) (	62 840)
Réseau d'électricité	9 ()))
	10 (	125 634 ) (	884 934 ) (	169 721)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 ()))
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13			2 200 000
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	125 634	106 381	58 098
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17			
	18	125 634	106 381	58 098
	19		(778 553)	2 088 377
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		(31 500)	2 153 806

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	598 825	533 209	594 787
Charges sociales	2	92 314	77 646	89 841
Biens et services	3	1 774 718	1 629 265	1 582 030
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	236 856	133 977	118 993
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8		22 303	41 227
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	432 402	396 503	439 273
Autres	10			
Autres organismes	11		87 733	62 668
Amortissement des immobilisations	12		652 022	626 822
Autres				
-	13			
-	14			
-	15			
	16	3 135 115	3 532 658	3 555 641

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012 Redressées note 20
Revenus				
Taxes	1	2 894 584	2 882 591	2 779 987
Compensations tenant lieu de taxes	2	31 267	39 941	38 938
Quotes-parts	3			
Transferts	4	387 935	1 308 689	609 913
Services rendus	5	325 110	300 717	308 620
Imposition de droits	6	66 000	110 010	95 095
Amendes et pénalités	7	17 000		205
Intérêts	8		24 577	25 559
Autres revenus	9		19 870	34 837
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	3 721 896	4 686 395	3 893 154
Charges				
Administration générale	12	555 235	558 974	557 074
Sécurité publique	13	371 480	436 809	377 968
Transport	14	779 937	904 214	889 316
Hygiène du milieu	15	607 916	807 843	890 670
Santé et bien-être	16	5 000	8 328	2 804
Aménagement, urbanisme et développement	17	207 513	177 954	170 968
Loisirs et culture	18	371 178	482 256	506 621
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	236 856	156 280	160 220
	21	3 135 115	3 532 658	3 555 641
Excédent (déficit) de l'exercice	22	586 781	1 153 737	337 513
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		11 757 817	10 979 732
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(1 383 628)	(943 056)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		10 374 189	10 036 676
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		11 527 926	10 374 189

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012 Redressées note 20
Excédent (déficit) de l'exercice	1	586 781	1 153 737	337 513
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	125 634 ) (	884 934 ) (	169 721)
Produit de cession	3		53 233	
Amortissement	4		652 022	626 822
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(125 634)	(179 679)	457 101
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(983)	
Variation des autres actifs non financiers	10		(6 237)	1 745
	11		(7 220)	1 745
	12	461 147	966 838	796 359
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	461 147	966 838	796 359
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(4 193 455)	(4 046 758)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			(943 056)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(4 193 455)	(4 989 814)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(3 226 617)	(4 193 455)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012 Redressé note 20
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	38 293	263 499
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	1 329 337	553 126
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	1 367 630	816 625
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	650 000	650 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	147 763	125 935
Revenus reportés (note 12)	13	16 629	9 213
Dette à long terme (note 13)	14	3 779 855	4 224 932
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	4 594 247	5 010 080
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(3 226 617)	(4 193 455)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	14 707 208	14 527 529
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	10 123	9 140
Autres actifs non financiers (note 17)	21	37 212	30 975
	22	14 754 543	14 567 644
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	11 527 926	10 374 189

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
			Redressées note 20
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 153 737	337 513
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	652 022	626 822
Autres			
-	3		
-	4		
	5	1 805 759	964 335
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(776 211)	174 898
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	21 828	13 144
Revenus reportés	9	7 416	2 631
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(983)	
Autres actifs non financiers	13	(6 237)	1 745
	14	1 051 572	1 156 753
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(884 934)	(169 721)
Produit de cession	16	53 233	
	17	(831 701)	(169 721)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22		
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23		2 200 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(454 952)	(320 180)
Variation nette des emprunts temporaires	25		(2 462 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	9 875	(28 044)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(445 077)	(610 224)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(225 206)	376 808
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	263 499	(113 309)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	38 293	263 499

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Lambton est un organisme municipal existant en vertu du Code municipal de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

La Municipalité ne contrôle pas d'organisme.

B) Comptabilité d'exercice**Base de présentation**

Les états financiers de la municipalité sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constataion des revenus

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes et les paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les subventions en provenance des gouvernements ou autres organismes sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode du coût spécifique.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est établi linéairement selon leur durée de vie utile :

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	10 ans
Autres	10 ans

E) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

F) Avantages sociaux futurs

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question :
au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;
 - pour le fonds d'amortissement associé en contrepartie à cette dette à long terme, le cas échéant : au fur et à mesure du service de dette (capital et intérêts) encouru pour cette dette avec fonds d'amortissement.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis sur la durée des emprunts correspondants.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subventions est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables**Chapitre SP3410, « Paiements de transfert »**

Le 1er janvier 2013, la municipalité a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP3410 « Paiements de transfert ». Ce nouveau chapitre qui établit des critères de constatation des paiements de transfert, soit les subventions reçues du gouvernement par la municipalité, prévoit notamment que ces sommes doivent être constatées à titre de revenu dans l'exercice au cours duquel le transfert est autorisé et lorsque les critères d'admissibilité, le cas échéant, sont atteints, sauf lorsque, et dans la mesure où, les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Les états financiers des exercices antérieurs, y compris les informations présentées aux fins de comparaison, ont été retraités. L'incidence de la modification de méthode comptable est présentée à la note 20.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
<hr/>			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	132 733	175 848
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 113 948	328 429
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	59 108	12 925
Organismes municipaux	8		
Autres			
- Intérêts courus à recevoir	9	14	14
- Autres	10	23 534	35 910
	11	1 329 337	553 126
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	172 875	167 421
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	172 875	167 421
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs			
	16		
Note			
<hr/>			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
<hr/>			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____) (_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31	
Régimes de retraite des élus municipaux	32	
	33	

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Emprunts temporaires			
L'emprunt bancaire auprès de Desjardins, au taux de base, pour un montant autorisé de 500 000 \$ et renouvelable le 31 décembre 2075.			
L'emprunt bancaire auprès de Desjardins, 3,5 %, pour un montant autorisé de 746 000 \$ et échéant le 18 mai 2014.			
11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	39 033	28 435
Salaires et avantages sociaux	38	27 749	14 651
Dépôts et retenues de garantie	39	39 164	32 411
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Intérêts courus dettes à L.T.	42	41 817	45 775
- Taxes de ventes	43		4 663
-	44		
-	45		
-	46		
	47	147 763	125 935

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	12 629	5 213
Transferts	49		
Autres			
- Location perçue d'avance	50	4 000	4 000
-	51		
	52	16 629	9 213
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

						2013	2012
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,50	5,11	2014	2018	53	3 815 500	4 267 500
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57	1 382	1 752
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		2 582
					61	3 816 882	4 271 834
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(37 027)	(46 902)
					63	3 779 855	4 224 932

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2013</u>		
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2014	64	72	904 890	80	89	97	904 890
2015	65	73	358 904	81	90	98	358 904
2016	66	74	867 030	82	91	99	867 030
2017	67	75	1 627 640	83	92	100	1 627 640
2018	68	76	58 418	84	93	101	58 418
2019 et +	69	77		85	94	102	
	70	78	3 816 882	86	95	103	3 816 882
Intérêts et frais accessoires				87		104	
	71	79	3 816 882	88	96	105	3 816 882

Note

		2013	2012
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
Municipalité	106	(3 399 492)	(4 026 034)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	172 875	(167 421)
Autres	108		
	109	(3 226 617)	(4 193 455)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

15. Immobilisations		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110		138		165		192	
Eaux usées	111		139		166		193	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	2 926 653	140	656 621	167		194	3 583 274
Autres	113	13 458 899	141	16 152	168		195	13 475 051
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	3 968 337	143	157 994	170	53 233	197	4 073 098
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	660 825	145		172		199	660 825
Ameublement et équipement de bureau	118	168 067	146	22 344	173		200	190 411
Machinerie, outillage et équipement divers	119	480 522	147	2 640	174		201	483 162
Terrains	120	100 036	148		175		202	100 036
Autres	121	151 336	149		176		203	151 336
	122	<u>21 914 675</u>	150	<u>855 751</u>	177	<u>53 233</u>	204	<u>22 717 193</u>
Immobilisations en cours	123	<u>689 371</u>	151	<u>29 183</u>	178		205	<u>718 554</u>
	124	<u>22 604 046</u>	152	<u>884 934</u>	179	<u>53 233</u>	206	<u>23 435 747</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125		153		180		207	
Eaux usées	126		154		181		208	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	1 050 553	155	130 682	182		209	1 181 235
Autres	128	5 128 369	156	313 882	183		210	5 442 251
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	984 675	158	104 977	185		212	1 089 652
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	367 631	160	37 026	187		214	404 657
Ameublement et équipement de bureau	133	115 435	161	21 552	188		215	136 987
Machinerie, outillage et équipement divers	134	330 274	162	43 903	189		216	374 177
Autres	135	<u>99 580</u>	163		190		217	<u>99 580</u>
	136	<u>8 076 517</u>	164	<u>652 022</u>	191		218	<u>8 728 539</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>14 527 529</u>					219	<u>14 707 208</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	230	
Immeubles industriels municipaux	231	
Autres	232	
	233	
<hr/>		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	
<hr/>		
Note		
<hr/>		
17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance	236	37 212
Frais reportés		30 975
-	237	
-	238	
	239	37 212
		30 975
<hr/>		
Note		
<hr/>		

18. Obligations contractuelles

L'Office municipal d'habitation, la Municipalité de Lambton et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90% au déficit d'exploitation et la municipalité subventionne le solde du déficit.

Autres engagements

La municipalité s'est engagée, en vertu d'un contrat pour l'entretien des chemins d'hiver, à verser un montant total de 535 070 \$. Les paiements minimums exigibles pour les quatre prochains exercices s'élèvent à 59 452 \$ en 2014, 178 357 \$ en 2015 et 2016 et à 118 904 \$ en 2017.

La Municipalité est membre de la Municipalité régionale de comté du Granit. De ce fait, elle doit assumer sa part des dépenses de cet organisme. La quote-part dans la dette est de 279 580 \$ au 31 décembre 2013.

La Municipalité a une entente avec d'autres municipalités et la Ville de Disraéli relativement aux opérations du site d'enfouissement sanitaire. Les dépenses, après déduction des revenus, sont réparties entre les membres sur la base du tonnage réel des matières résiduelles. La quote-part de la Municipalité pour l'an 2013 est de 37 317 \$. La quote-part de la dette est de 168 588 \$.

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

La Municipalité s'est portée caution d'un prêt de 3 352 250 \$ pour le parc éolien à Saint-Robert-Bellarmin et la quote-part de la dette au 31 décembre 2013 est de 273 236 \$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

b) Auto-assurance

La Municipalité a comme politique générale de s'assurer contre certains risques. Chaque type d'assurance est assorti d'un montant de franchise propre à chacun qui, advenant un sinistre, n'affecterait pas significativement la situation financière de la Municipalité.

c) Poursuites

Une requête a été intentée contre la municipalité pour une somme de 172 000 \$ réclamant des dommages et intérêts pour des travaux effectués par la municipalité.

L'assureur a été interpellé pour prendre fait et cause de cette requête.

Les administrateurs de la municipalité considèrent que cette requête n'est pas fondée et ne sont pas en mesure de déterminer la dette éventuelle de la municipalité en ce qui concerne cette requête.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

20. Redressement aux exercices antérieurs

L'incidence de la modification de méthode comptable relative à l'adoption du chapitre SP3410 « Paiements de transfert » est la suivante : à l'état de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales de l'exercice 2012, le remboursement de la dette à long terme a été augmenté de 125 845 \$, l'affectation aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir a été augmentée de 185 521 \$ et les revenus d'investissement ont été diminués de 751 938 \$. À l'état de l'excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales de l'exercice 2012, les revenus d'investissement ont été diminués de 751 938 \$ et le financement à long terme des activités d'investissement a été augmenté de 751 938 \$. À l'état des résultats de 2012, les revenus de transferts et l'excédent de l'exercice ont été diminués de 440 572 \$, l'excédent accumulé au 1er janvier 2012 a été diminué de 943 056 \$ et l'excédent accumulé au 1er janvier 2013 a été diminué de 1 383 628 \$. À l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette), la dette nette au 1er janvier 2012 a été augmentée d'un montant de 943 056 \$ et la dette nette au 1er janvier 2013 a été augmentée de 1 383 628 \$. À l'état de la situation financière, les débiteurs et l'excédent accumulé au 31 décembre 2012 ont été diminués de 1 383 628 \$.

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget préparé et adopté par l'organisme municipal.

22. Instruments financiers

S.O.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 845 939	334 630
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 439 458	431 563
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 ((71 575)) ((40 173))	
Financement des investissements en cours	4 (719 372)	(687 872)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 10 890 326	10 255 695
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 11 527 926	10 374 189

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Taxation règl. 10-352/10-356	8 291 710	291 710
- Vidange étangs aérés	9 26 300	11 300
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
	17 318 010	303 010
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	18	
-	19	
-	20	
	21	
Réserves financières		
-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	28	
Fonds parcs et terrains de jeux	29	
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30 68 215	128 553
Société québécoise d'assainissement des eaux	31	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 53 233	
Financement des activités de fonctionnement	33	
Autres		
-	34	
-	35	
-	36	
-	37	
	38 121 448	128 553
	39 439 458	431 563

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	()
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()
Autres	45 () ()	()
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	()
Autres		
-	48 () ()	()
-	49 () ()	()
	50 () ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement	51 (71 575) (40 173)	(40 173)
	52 (71 575) (40 173)	(40 173)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé		
Investissements à financer	54 (719 372) (687 872)	(687 872)
	55 (719 372) (687 872)	(687 872)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	56 14 707 208	14 527 529
Propriétés destinées à la revente	57	
Prêts	58	
Placements à titre d'investissement	59	
Participations dans des entreprises municipales	60	
	61 14 707 208	14 527 529
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	62 3 779 855	4 224 932
Frais reportés liés à la dette à long terme	63 37 027	46 902
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65 () ()	()
	66 3 816 882	4 271 834
Dette en cours de refinancement et autres éléments	67	
	68 3 816 882	4 271 834
	69 10 890 326	10 255 695

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u> </u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u> </u>	<u> </u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u> </u>	<u> </u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u> </u>	<u> </u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 <u> </u>	<u> </u>
Rendement espéré des actifs	34 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u> </u>	<u> </u>
Charge de l'exercice	36 <u> </u>	<u> </u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2013	2012
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2013	2012
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
93 Non

	2013	2012
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94		

Description du régime
S.O.

	2013	2012
Cotisations des élus au RREM 95		
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97		
98		

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	3 816 882
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	719 372
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	52 233
Débiteurs	8	172 875
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	1 052 654
Autres montants	10	291 710
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	2 966 782
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	
Endettement net à long terme	16	2 966 782
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	279 580
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	168 588
Endettement total net à long terme	20	3 414 950
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	3 414 950
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

TAXES		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	2 277 314	1 954 066	1 627 136
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	41 520	344 598	491 944
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5		44 541	60 593
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	2 318 834	2 343 205	2 179 673
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	83 640	85 189	83 777
Égout	11	84 975	84 600	61 604
Traitement des eaux usées	12	57 815	58 510	57 815
Matières résiduelles	13	292 725	292 550	284 770
Autres				
-Location conteneur	14	34 020		31 160
-Bacs roulants	15	12 950		13 130
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		8 676	8 768
Service de la dette	18	9 625	9 861	59 290
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	575 750	539 386	600 314
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	575 750	539 386	600 314
	26	2 894 584	2 882 591	2 779 987

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30	2 517	2 517
	31	2 517	2 517
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32	19 000	20 785
Cégeps et universités	33		23 254
Écoles primaires et secondaires	34	7 500	10 899
	35	26 500	35 021
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	29 017	37 538
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41	2 250	2 403
Taxes sur une autre base			2 268
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44	2 250	2 403
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51	31 267	39 941
			38 938

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54	36 496	
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	28 000	59 766
Enlèvement de la neige	58		64 766
Autres	59		11 191
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	144 637	144 956
Réseau de distribution de l'eau potable	68		237 285
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		14 390
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72		500
Tri et conditionnement	73		2 025
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77	12 500	12 500
Autres	78		25 000
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	127 798	129 425
Activités culturelles			99 262
Bibliothèques	87		
Autres	88		
Réseau d'électricité	89		
	90	312 935	409 224
			455 523

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	647 053	
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125	100 000	40 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	747 053	40 000

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	75 000	152 412	114 390
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138	75 000	152 412	114 390
TOTAL DES TRANSFERTS	139	387 935	1 308 689	609 913

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145	4 383	2 160
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148	4 383	2 160
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité			
	180		
	181	4 383	2 160

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	11 565	12 219	10 448
Sécurité publique	183	5 000	8 369	9 021
Transport				
Réseau routier	184	3 480	11 361	3 891
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	28 000	22 850	30 948
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	277 065	241 535	252 152
Réseau d'électricité	194			
	195	325 110	296 334	306 460
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	325 110	300 717	308 620
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	10 000	14 994	10 094
Droits de mutation immobilière	198	36 000	63 544	49 653
Droits sur les carrières et sablières	199	20 000	31 472	35 228
Autres	200			120
	201	66 000	110 010	95 095
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	17 000		205
INTÉRÊTS	203		24 577	25 559
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres	210		19 870	34 837
	211		19 870	34 837

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalizations 2013		Total	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	52 261	56 792		56 792	53 784
Application de la loi	2	1 000	14 325		14 325	2 089
Gestion financière et administrative	3	346 142	336 267	21 195	357 462	374 428
Greffe	4	22 735				
Évaluation	5	47 968	47 968		47 968	49 804
Gestion du personnel	6	2 200	5 355		5 355	1 113
Autres	7	82 929	77 072		77 072	75 856
	8	555 235	537 779	21 195	558 974	557 074
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	227 385	226 378		226 378	217 698
Sécurité incendie	10	109 313	149 387	23 302	172 689	127 469
Sécurité civile	11	25 259	19 489	8 838	28 327	24 003
Autres	12	9 523	9 415		9 415	8 798
	13	371 480	404 669	32 140	436 809	377 968
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	485 411	472 492	143 369	615 861	589 148
Enlèvement de la neige	15	255 900	265 432	2 051	267 483	275 873
Éclairage des rues	16	32 500	16 578		16 578	20 050
Circulation et stationnement	17	2 730	896		896	2 229
Transport collectif						
Transport en commun	18	3 396	3 396		3 396	2 016
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	779 937	758 794	145 420	904 214	889 316

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

	<u>Budget 2013</u>		<u>Réalisations 2013</u>		<u>Total</u>	<u>Réalisations 2012</u>
	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	63 563	49 738	61 290	111 028	99 411
Réseau de distribution de l'eau potable	24	30 643	18 619	62 957	81 576	81 820
Traitement des eaux usées	25	173 385	102 750	51 143	153 893	163 602
Réseaux d'égout	26	15 467	14 452	139 566	154 018	153 742
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	159 321	156 302	15 771	172 073	164 369
Élimination	28	119 297	90 291		90 291	103 871
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	4 198				61 354
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33		2 352		2 352	5 048
Autres	34					
Plan de gestion	35	19 492	19 491		19 491	17 271
Autres	36		396		396	115
Cours d'eau	37		10 163		10 163	14 687
Protection de l'environnement	38	22 550	12 562		12 562	25 380
Autres	39					
	40	607 916	477 116	330 727	807 843	890 670
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	5 000	8 328		8 328	2 804
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	5 000	8 328		8 328	2 804
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	86 462	65 476		65 476	69 397
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	72 528	80 131		80 131	68 187
Tourisme	49	14 485	11 435		11 435	9 420
Autres	50	29 038	15 896		15 896	20 525
Autres	51	5 000	5 016		5 016	3 439
	52	207 513	177 954		177 954	170 968

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53					
Patinoires intérieures et extérieures	54	273 415	272 965	70 660	343 625	368 120
Piscines, plages et ports de plaisance	55	75 168	68 980	51 880	120 860	121 279
Parcs et terrains de jeux	56		2 913		2 913	3 851
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	7 663				
	60	356 246	344 858	122 540	467 398	493 250
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	9 524	9 450		9 450	8 690
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	5 408	5 408		5 408	4 681
	66	14 932	14 858		14 858	13 371
	67	371 178	359 716	122 540	482 256	506 621
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	151 736	120 197		120 197	106 398
Autres frais	70	85 120	13 780		13 780	12 595
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72		22 303		22 303	41 227
	73	236 856	156 280		156 280	160 220
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	74		652 022	(652 022)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2015	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la Municipalité de Lambton (ci-après « la municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

NOM DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
(Signature) _____

NOM DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
Blanchette Vachon, s.e.n.c.r.l.,
Comptable professionnel agréé auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A128201

Saint-Georges

DATE 2014-05-12

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		2 882 591
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		<hr/>
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<hr/>	10 <hr/>
Revenus de taxes	11		2 882 591

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1		2 882 591
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2		
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3		
Total partiel	4		2 882 591
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	8 676	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10 <u>8 676</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11		2 873 915

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2013 ²	1	<u>216 530 900</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2013 ²	2	<u>216 559 700</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>216 545 300</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>2 873 915</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>216 545 300</u>
Taux global de taxation réel de 2013	6	| 1 | , | 3 | 2 | 7 | 2 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2013 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			22 193
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4		29 183	16 205
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		656 621	38 984
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	12 000		
Aires de stationnement	9			4 705
Parcs et terrains de jeux	10	30 314		
Autres infrastructures	11	37 000	16 152	
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			
Édifices communautaires et récréatifs	14		157 994	62 840
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	15 000		17 839
Ameublement et équipement de bureau	18	25 320	22 344	2 947
Machinerie, outillage et équipement divers	19		2 640	4 008
Terrains	20			
Autres	21	6 000		
	22	125 634	884 934	169 721

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27			
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28			22 193
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		29 183	16 205
Autres infrastructures	32		672 773	43 689
Autres immobilisations	33		182 978	87 634
	34		884 934	169 721

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	4 267 500		452 000	3 815 500
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	1 752		370	1 382
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6	2 582		2 582	
	7	4 271 834		454 952	3 816 882
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10		52 233		52 233
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	540 698		38 971	501 727
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	2 015 625		269 942	1 745 683
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	2 556 323	52 233	308 913	2 299 643
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	167 421		(5 454)	172 875
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	167 421		(5 454)	172 875
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20	291 710			291 710
	21	459 131		(5 454)	464 585
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22	1 256 380		203 726	1 052 654
Autres	23				
	24				
	25	1 715 511		198 272	1 517 239
	26	4 271 834	52 233	507 185	3 816 882
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	4 271 834	52 233	507 185	3 816 882

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
Administration générale				
Application de la loi	1		6 895	4 127
Évaluation	2	47 968	47 968	49 804
Autres	3	53 124	46 229	43 726
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	11 823	11 823	11 515
Sécurité civile	6	4 115	4 115	1 995
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	1 888		357
Autres	10		1 888	1 658
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	62 137	26 009	76 518
Matières résiduelles	12	194 130	194 129	195 586
Cours d'eau	13	5 663	5 663	5 386
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	5 930	5 930	4 871
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	2 976	2 976	2 914
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	27 528	27 758	27 387
Autres	21	6 038	6 038	5 967
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	2 000	2 000	2 000
Activités culturelles	23	7 082	7 082	5 462
Réseau d'électricité	24			
	25	432 402	396 503	439 273

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	2,00	37,50	114 893	20 146	135 039
Professionnels	2					
Cols blancs	3	3,00	35,00	82 911	14 538	97 449
Cols bleus	4	6,00	40,00	244 994	37 939	282 933
Policiers	5					
Pompiers	6	22,00	3,00	47 021	3 077	50 098
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	33,00		489 819	75 700	565 519
Élus	9	7,00		43 390	1 946	45 336
	10	40,00		533 209	77 646	610 855

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	144 956			144 956
Réseau de distribution de l'eau potable	13				
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	416 680	747 053		1 163 733
	17	561 636	747 053		1 308 689

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	14 325	27		53	14 325	79		105	14 325	131
Évaluation	2	47 968	28		54	47 968	80		106	47 968	132
Autres	3	475 486	29	21 195	55	496 681	81	12 219	107	484 462	133
	4	537 779	30	21 195	56	558 974	82	12 219	108	546 755	134
Sécurité publique											
Police	5	226 378	31		57	226 378	83		109	226 378	135
Sécurité incendie	6	149 387	32	23 302	58	172 689	84	4 383	110	168 306	136
Sécurité civile	7	19 489	33	8 838	59	28 327	85	8 369	111	19 958	137
Autres	8	9 415	34		60	9 415	86		112	9 415	138
	9	404 669	35	32 140	61	436 809	87	12 752	113	424 057	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	472 492	36	143 369	62	615 861	88	11 361	114	604 500	140 40 485
Enlèvement de la neige	11	265 432	37	2 051	63	267 483	89		115	267 483	141 454
Autres	12	17 474	38		64	17 474	90		116	17 474	142
Transport collectif	13	3 396	39		65	3 396	91		117	3 396	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	758 794	41	145 420	67	904 214	93	11 361	119	892 853	145 40 939
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	49 738	42	61 290	68	111 028	94		120	111 028	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	18 619	43	62 957	69	81 576	95	12 911	121	68 665	147 43 018
Traitement des eaux usées	18	102 750	44	51 143	70	153 893	96		122	153 893	148
Réseaux d'égout	19	14 452	45	139 566	71	154 018	97		123	154 018	149 6 827
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	246 593	46	15 771	72	262 364	98	1 140	124	261 224	150
Matières recyclables	21	2 352	47		73	2 352	99	570	125	1 782	151
Autres	22	19 887	48		74	19 887	100	7 839	126	12 048	152
Cours d'eau	23	10 163	49		75	10 163	101		127	10 163	153
Protection de l'environnement	24	12 562	50		76	12 562	102		128	12 562	154
Autres	25		51		77		103	390	129	(390)	155
	26	477 116	52	330 727	78	807 843	104	22 850	130	784 993	156 49 845

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		- Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
Santé et bien-être													
Logement social	157	8 328	172		187	8 328	202		217		8 328	232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218			233	
Autres	159		174		189		204		219			234	
	160	8 328	175		190	8 328	205		220		8 328	235	
Aménagement, urbanisme et développement													
Aménagement, urbanisme et zonage	161	65 476	176		191	65 476	206		221		65 476	236	
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222			237	
Promotion et développement économique	163	107 462	178		193	107 462	208		223		107 462	238	
Autres	164	5 016	179		194	5 016	209		224		5 016	239	
	165	177 954	180		195	177 954	210		225		177 954	240	
Loisirs et culture													
Activités récréatives	166	344 858	181	122 540	196	467 398	211	241 535	226		225 863	241	65 496
Activités culturelles													
Bibliothèques	167	9 450	182		197	9 450	212		227		9 450	242	
Autres	168	5 408	183		198	5 408	213		228		5 408	243	
	169	359 716	184	122 540	199	482 256	214	241 535	229		240 721	244	65 496
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230			245	
	171	2 724 356	186	652 022	201	3 376 378	216	300 717	231		3 075 661	246	156 280

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****Non audité**

		2013	2012
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	884 934	169 721
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	884 934	169 721

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	334 630	184 839
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	334 630	184 839
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	526 309	161 091
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		138 788
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(15 000)	(150 088)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	511 309	149 791
Solde à la fin de l'exercice	12	845 939	334 630
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	303 010	152 922
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	303 010	152 922
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	15 000	150 088
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	15 000	150 088
Solde à la fin de l'exercice	22	318 010	303 010
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	128 553	93 325
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	128 553	93 325
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	(7 105)	35 228
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	(7 105)	35 228
Solde à la fin de l'exercice	31	121 448	128 553

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

	2013	2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33 40 173	40 173
Solde redressé au début de l'exercice	34 ((40 173))	((40 173))
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres	39 ()	()
	40 ((31 402))	()
	41 ((31 402))	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42 ()	()
	43 ((31 402))	()
Diminution de l'exercice		
Affectations aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	44	
	45	
	46	
Solde à la fin de l'exercice	47 ((71 575))	((40 173))
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	48 (687 872)	(2 841 678)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49	
Solde redressé au début de l'exercice	50 (687 872)	(2 841 678)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	51 (31 500)	2 153 806
Affectations et virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	52	
Excédent de fonctionnement affecté	53	
Réserves financières et fonds réservés	54	
	55 (31 500)	2 153 806
Solde à la fin de l'exercice	56 (719 372)	(687 872)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	57 10 255 695	13 390 324
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58	(1 423 801)
Solde redressé au début de l'exercice	59 10 255 695	11 966 523
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	60	
Excédent de fonctionnement affecté	61	
Variation résiduelle de l'exercice	62 634 631	(1 710 828)
Solde à la fin de l'exercice	63 10 890 326	10 255 695

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u> </u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u> </u> 2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u> </u> 3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u> </u> 4	<u> </u>
	5	<u> </u>
Diminution	<u> </u> 6	<u> </u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u> </u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre	
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement				
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7	
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	53 233 12	13	14	53 233
	15	16	17	18	53 233 19	20	21	53 233

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	2013		2012
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	| 0 | , | 9 | 0 | 1 | 2 | \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	5	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	| 0 | , | 2 | 6 | 2 | 3 | \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	12	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	19	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	26	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	| | , | | | | | \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement
Eau	1	[] [9] [0] , [0] [0] \$
Égout	2	[] [] [] , [] [] \$
Eau et égout	3	[] [] [] , [] [] \$
Traitement des eaux usées	4	[1] [5] [5] , [0] [0] \$
Matières résiduelles	5	[2] [9] [0] , [0] [0] \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [] [] , [] [] [] [] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Matières résiduelle - habitation saison.	130,0000	4	Tarif fixe
Matières résiduelle - commerces	410,0000	4	Tarif fixe
Matières résiduelle - industrielles	765,0000	4	Tarif fixe
Matières résiduelle - grand industriel	975,0000	4	Tarif fixe
Transport boues - résidence permanente	150,0000	4	Tarif fixe
Transport boues - résidence saisonnière	75,0000	4	Tarif fixe
Compensation regl. 95-200	,4000	2	Mètre cube
Compensation regl. 06-306	,3500	2	Mètre cube
Fourniture bac roulant	95,0000	4	Tarif fixe

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2013	9	_____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10	_____	\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input checked="" type="checkbox"/>	12 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	_____	\$
b) autres formes d'aide	14	40 000	\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	196 156	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	_____	\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	800	22 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 230, rue du Collège
(no) (rue)
Lambton, QC G0M 1H0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 486-7438
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 486-7440
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dg@munilambton.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Marie-Soleil Gilbert

Téléphone (418) 486-7438
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 486-7440
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dg@munilambton.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Blanchette Vachon, s.e.n.c.r.l.

Titre Société comptables professionnels agréés

Adresse 10665, 1re Avenue, bureau 300
(no) (rue)
Saint-Georges, QC G5Y 6X8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 228-9761
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 228-3762
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jonathan.maheux@blanchette-vachon.com

Responsable du dossier M. Jonathan Maheux, CPA auditeur, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ (Code postal)
(Municipalité)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2015

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2013

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Marie-Soleil Gilbert , atteste que le rapport financier de Lambton pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2014-06-10 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Lambton consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Lambton détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 1 153 737 \$

Le taux global de taxation réel de 2013 à la page S34 ligne 6 est de 1,3272 \$

Date et heure de la dernière modification : 2014-06-02 13:38:48

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2013

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier.

Nom : Lambton

**Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	3 721 896	3 939 342	3 827 725
Investissement	2		747 053	65 429
	3	3 721 896	4 686 395	3 893 154
Charges	4	3 135 115	3 532 658	3 555 641
Excédent (déficit) de l'exercice	5	586 781	1 153 737	337 513
Moins : revenus d'investissement	6 (	) (	747 053 ) (	65 429)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	586 781	406 684	272 084
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8		652 022	626 822
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	461 147 ) (	454 952 ) (	320 180)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	125 634 ) (	106 381 ) (	58 098)
Excédent (déficit) accumulé	12		(24 297)	(359 537)
Autres éléments de conciliation	13		53 233	
	14	(586 781)	119 625	(110 993)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		526 309	161 091

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Actifs financiers			
Débiteurs	1	1 329 337	553 126
Autres	2	38 293	263 499
	3	1 367 630	816 625
Passifs			
Dette à long terme	4	3 779 855	4 224 932
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	814 392	785 148
	7	4 594 247	5 010 080
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(3 226 617)	(4 193 455)
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	14 707 208	14 527 529
Autres	10	47 335	40 115
	11	14 754 543	14 567 644
Excédent (déficit) accumulé	12	11 527 926	10 374 189

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	845 939	334 630
Excédent de fonctionnement affecté			
- Taxation règl. 10-352/10-356	14	291 710	291 710
- Vidange étangs aérés	15	26 300	11 300
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23	318 010	303 010
Réserves financières	24		
Fonds réservés	25	121 448	128 553
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(71 575)	(40 173)
Financement des investissements en cours	27	(719 372)	(687 872)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	10 890 326	10 255 695
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	11 527 926	10 374 189

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	2 894 584	2 882 591	2 779 987
Compensations tenant lieu de taxes	2	31 267	39 941	38 938
Quotes-parts	3			
Transferts	4	387 935	561 636	569 913
Services rendus	5	325 110	300 717	308 620
Autres	6	83 000	154 457	130 267
	7	3 721 896	3 939 342	3 827 725
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10		747 053	40 000
Autres	11			25 429
	12		747 053	65 429
	13	3 721 896	4 686 395	3 893 154

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013		Réalizations 2013		Total	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Administration générale							
Évaluation	1	47 968	47 968			47 968	49 804
Autres	2	507 267	489 811	21 195		511 006	507 270
Sécurité publique							
Police	3	227 385	226 378			226 378	217 698
Sécurité incendie	4	109 313	149 387	23 302		172 689	127 469
Autres	5	34 782	28 904	8 838		37 742	32 801
Transport							
Réseau routier	6	776 541	755 398	145 420		900 818	887 300
Transport collectif	7	3 396	3 396			3 396	2 016
Autres	8						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	9	283 058	185 559	314 956		500 515	498 575
Matières résiduelles	10	302 308	268 832	15 771		284 603	352 028
Autres	11	22 550	22 725			22 725	40 067
Santé et bien-être	12	5 000	8 328			8 328	2 804
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	13	86 462	65 476			65 476	69 397
Promotion et développement économique	14	116 051	107 462			107 462	98 132
Autres	15	5 000	5 016			5 016	3 439
Loisirs et culture	16	371 178	359 716	122 540		482 256	506 621
Réseau d'électricité	17						
Frais de financement	18	236 856	156 280			156 280	160 220
Amortissement des immobilisations	19		652 022	(652 022)			
	20	3 135 115	3 532 658			3 532 658	3 555 641

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3